



GUINÉE

Gert-Jan Stads, Famoï Béavogui et Léa Vicky Magne Domgho

INDICATEURS CLÉS, 2000–2011

Dépenses totales consacrées à la R&D agricole publique	2000		2008		2011
Francs guinéens (en millions, prix constants de 2005)	13.134,6		4.032,6		5.415,8
Dollars PPA (en millions, prix constants de 2005)	10,8		3,3		4,4
Croissance globale		-69%		34%	
Effectif total des chercheurs agricoles (secteur public)					
Équivalents temps plein (ÉTP)	236,8		230,0		265,0
Croissance globale		-3%		15%	
Intensité de la recherche agricole					
Part des dépenses dans le PIB agricole	0,68%		0,15%		0,22%
Chercheurs ÉTP par 100 000 agriculteurs	7,13		6,22		6,77

Note : La page 4 présente une liste des sigles, des définitions et un bref aperçu des organismes de R&D agricoles.

► Les dépenses en R&D agricole affichent une augmentation progressive depuis 2008, reflétant une intensification du soutien de l'État.

► On constate également un accroissement régulier de l'effectif des chercheurs agricoles au cours des dernières années. Toutefois, deux tiers de ces chercheurs sont titulaires d'une licence/BSc et bon nombre des titulaires d'un doctorat approchent l'âge de la retraite.

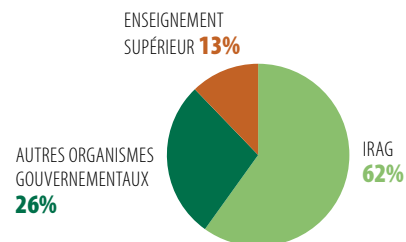
► Les chercheuses ne représentent que 4 % de l'effectif total consacré à la R&D agricole en Guinée, ce qui constitue une sous-représentation grave, d'autant plus que la main-d'œuvre agricole guinéenne se caractérise par une prédominance féminine.

RESSOURCES FINANCIÈRES, 2011

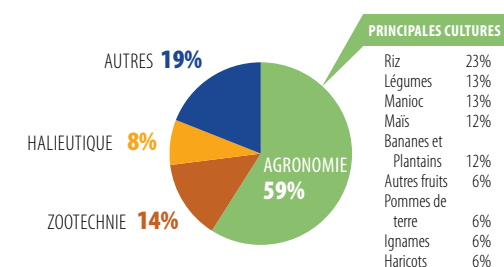
Répartition des dépenses	
Salaires	29%
Frais d'exploitation et coûts des programmes	50%
Immobilisations	20%
Sources de financements	
Gouvernement	90%
Bailleurs de fonds	10%

Note : Les calculs sont uniquement basés sur les données de l'IRAG.

PROFIL INSTITUTIONNEL, 2011



ORIENTATION DE LA RECHERCHE, 2011



PRINCIPALES CULTURES

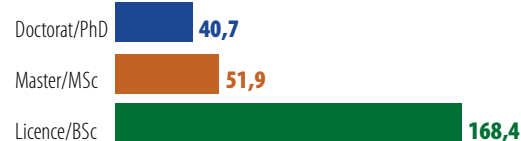
Riz	23%
Légumes	13%
Manioc	13%
Maïs	12%
Bananes et Plantains	12%
Autres fruits	6%
Pommes de terre	6%
Ignames	6%
Haricots	6%

Notes : Les «principales» cultures sont celles pour lesquelles les chercheurs agronomes consacrent au moins 5% de leur temps. 5% du total des chercheurs agricoles ont porté sur un large éventail d'autres cultures.

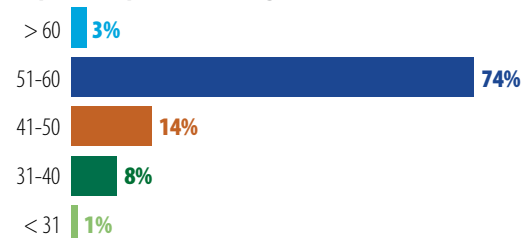
PROFIL DES CHERCHEURS, 2011



Effectif ÉTP par diplôme



Répartition par tranche d'âge



Note : Sont exclus les chercheurs expatriés.

DÉFI

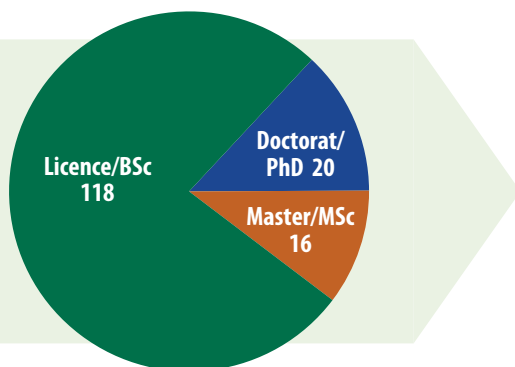
- ▶ Le vieillissement des chercheurs de l'IRAG constitue un défi redoutable. La plupart des chercheurs titulaires d'un doctorat ou d'un master atteindront l'âge de la retraite dans les dix prochaines années. Le manque de possibilités de formation supérieure des chercheurs de niveau licence/BSc empêche l'institut de maintenir une masse critique de chercheurs qualifiés — situation qui aura sans doute de graves conséquences dans les années à venir.

OPTIONS POLITIQUES

- ▶ Afin d'obtenir l'effectif requis de scientifiques agricoles diplômés au niveau national, le gouvernement guinéen doit non seulement veiller sans tarder au recrutement et à la formation de jeunes chercheurs, mais de plus assurer la disponibilité de fonds adéquats pour pouvoir garder ces chercheurs à longue échéance et créer un environnement incitatif.

Effectif des chercheurs de l'IRAG par catégorie de diplôme, 2014

En 2014, l'IRAG employait 36 chercheurs titulaires d'un master ou d'un doctorat. Cependant, 30 de ces chercheurs prendront leur retraite d'ici 2023.



Note : Le diagramme ne tient pas compte de la présence en Guinée de chercheurs nord-coréens et de techniciens (diplômés MSc et BSc).

Discipline	Nombre anticipé de départs à la retraite	
	2014–2018	2019–2023
Doctorat/PhD		
Sciences agronomiques	6	5
Pédologie	3	0
Phytopathologie	0	2
Technologie alimentaire	1	0
Économie rurale	0	1
Total	10	8
Master/MSc		
Production végétale	2	3
Défense des cultures	1	2
Santé animale	2	1
Sciences de la communication	0	1
Total	5	7

▶ MESURES VISANT À MAINTENIR UNE « MASSE CRITIQUE » DE CHERCHEURS QUALIFIÉS

Pour tenter d'interrompre (temporairement) l'exode des chercheurs qualifiés, le gouvernement guinéen a depuis peu relevé l'âge officiel de la retraite pour les chercheurs de l'IRAG : désormais les hommes prennent leur retraite à 65 ans (au lieu de 60) et les femmes à 60 ans (au lieu de 55). Malgré cette mesure, on s'attend à ce que l'IRAG perde, d'ici 2023, 90 % de ses chercheurs titulaires d'un doctorat, l'heure est à l'urgence : il faut recruter et former — sans délai et à grande échelle.

À présent, neuf chercheurs licenciés (BSc) de l'IRAG poursuivent des études diplômantes (master/MSc) dans le cadre du programme de formation interne de l'Institut, qui se déroule en Guinée mais aussi au Burkina Faso, au Cameroun, au Canada, en France et au Niger. À cela s'ajoute un certain nombre de techniciens qui préparent une licence/BSc mais il faut redoubler les initiatives de formation — surtout pour augmenter l'effectif des titulaires d'un doctorat — pour que l'IRAG puisse maintenir une « masse critique » de chercheurs hautement qualifiés. Puisqu'aucune des universités guinéennes n'offre un parcours menant à un doctorat en sciences agronomiques, les scientifiques souhaitant faire des études de 3ème cycle doivent se rendre à l'étranger. Bien que le PPAO-Guinée comporte un volet important visant le renforcement des capacités, on constate à la mi-2014 qu'aucune formation diplômante n'a encore été lancée.

La plupart des autres organismes de R&D agricole guinéens font face au même défi que l'IRAG pour ce qui est du vieillissement de leurs personnels de recherche : de tous les titulaires d'un doctorat en sciences agricoles du pays, 95 % ont franchi le cap de la cinquantaine ou sont sexagénaires.

INDICATEURS CLÉS : COMPARAISONS ENTRE PAYS

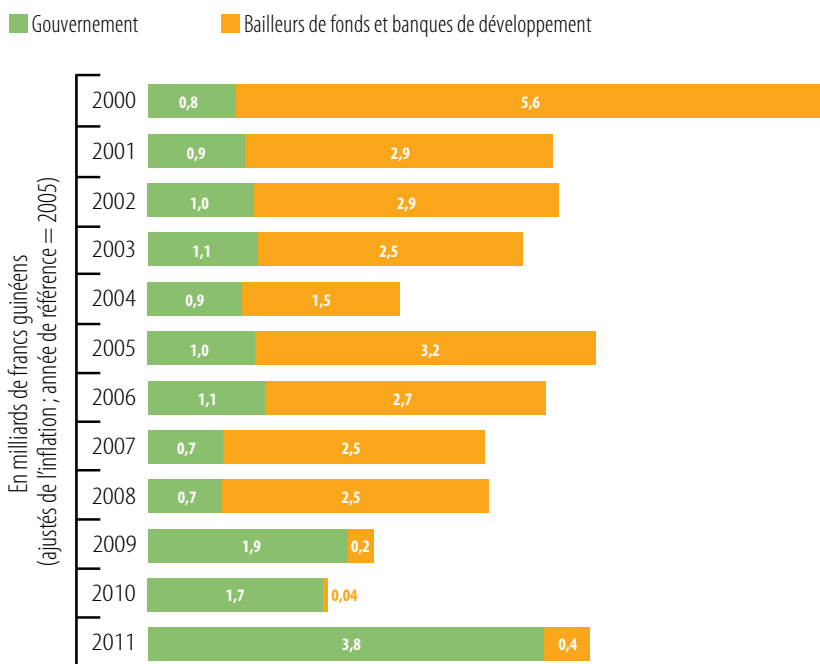
	Effectif total des chercheurs, 2011 (ÉTP)	Croissance de l'effectif, 2008–2011	Proportion des titulaires d'un doctorat, 2011 (ÉTP)
Guinée	265,0	15%	16%
Sénégal	112,2	-16%	70%
Mali	307,0	-4%	33%
Burkina Faso	218,0	-12%	48%

► Le niveau de sous-investissement dont souffre la R&D agricole guinéenne est préoccupant. En 2011, le pays n'investissait 0,22 % du PIB agricole dans la R&D, soit une infime partie du pourcentage minimum (1 %) que recommandent le NEPAD et les Nations Unies. La ténacité de l'instabilité politique entraîne des contractions de l'aide au développement qui, à leur tour, freinent considérablement l'exécution des projets de R&D.

► La R&D agricole ne peut devenir plus productive et efficace que si le pays peut s'assurer des niveaux de financement plus élevés. L'État devra établir ses priorités de recherche agricole pour le long terme et garantir la disponibilité de fonds stables et renouvelables pour la conduite des programmes de R&D, entre autres, en intéressant les bailleurs de fonds à relancer leurs investissements dans les projets de R&D agricole. En outre, il est conseillé d'explorer par quels mécanismes le secteur privé peut être incité à financer la R&D.

Entre 2000 et 2008, le financement de l'IRAG provenait en grande partie du gouvernement français et de la Banque mondiale, mais en 2009, la situation politique instable du pays a conduit à une suspension généralisée du financement des bailleurs de fonds. Par conséquent, le Gouvernement se vit contraint d'augmenter sa subvention afin que l'IRAG demeure opérationnel.

Les sources de financement de l'IRAG, 2000–2011



► **LE PPAO COMME MOYEN DE RENFORCER LES CAPACITÉS DE RECHERCHE SUR LE RIZ**

Le PPAO est un programme sous-régional que cofinancent la Banque mondiale (moyennant des prêts), un fonds d'affectation spéciale multidonateurs et des gouvernements nationaux en vue d'augmenter la productivité de certaines cultures prioritaires en Afrique de l'Ouest. Le PPAO vise à faciliter les collaborations régionales axées sur la mise au point et la diffusion de technologies agricoles ainsi qu'à établir des centres nationaux de spécialisation en vue de l'alignement des priorités nationales et régionales. En outre, par le biais d'un système de financement concurrentiel que gère le CORAF, le PPAO finance des activités réalisées sur demande pour produire et faire adopter des techniques spécifiques. La Guinée a été choisie comme pays d'accueil du centre de référence de la sous-région pour le riz.

Le PPAO-Guinée fut lancé en mars 2012 avec l'octroi d'une subvention de base par le gouvernement japonais, à raison de 9 millions de dollars américains pour une période de cinq ans (2012–2016). Les apports du PPAO bénéficieront à l'IRAG de diverses façons importantes : citons la remise en état des stations de recherche sur le riz, le soutien accordé aux recherches sur le riz, et le renforcement des capacités humaines. Outre les programmes de recherche sur le riz, le PPAO appuie d'un financement substantiel des projets de recherche sur le manioc menés conjointement avec la Côte d'Ivoire et la Sierra Leone.

INDICATEURS CLÉS : COMPARAISONS ENTRE PAYS (suite)

	Dépenses totales, 2011 (dollars PPA 2005, millions)	Augmentation globale des dépenses, 2008–2011	Part des dépenses dans le PIB agricole, 2011
Guinée	4,4	34%	0,22%
Sénégal	24,8	4%	0,83%
Mali	33,6	33%	0,61%
Burkina Faso	25,4	29%	0,42%

LES ORGANISMES DE RECHERCHE AGRICOLE DE LA GUINÉE

Le secteur public guinéen compte 18 organismes effectuant de la R&D agricole dont l'IRAG est le plus important : en 2011 il employa 164 chercheurs ÉTP, ce qui représente plus de 60 % des chercheurs agricoles du pays (en ÉTP). Outre le siège situé à Conakry, l'IRAG gère six centres de recherche répartis dans les différentes zones agroécologiques. Ses 27 programmes de recherche concernent une vaste gamme de thèmes qui inclut cultures, élevage, ressources naturelles, technologies post-récolte et ingénierie agricole. À l'IRAG s'ajoutent neuf autres organismes gouvernementaux effectuant de la R&D agricole, dont les plus importants sont le CNSHB (18 ÉTP) et l'IPG (17 ÉTP). Le secteur de l'enseignement supérieur ne participe que modestement à la R&D agricole conduite en Guinée, n'occupant que 13 % des chercheurs agricoles (ÉTP) du pays en 2011. Il compte six organismes effectuant de la recherche sous la tutelle de l'ISAV (23 ÉTP au total, en 2011) et deux organismes qui relèvent de l'UGANC (10 ÉTP). Quant au secteur privé, on n'a enregistré aucune agence, ni avec ni sans but lucratif, impliquée dans le domaine de la R&D agricole guinéenne.



 Consultez le site web www.asti.cgiar.org/fr/guinea, pour voir la liste complète des organismes inclus dans l'analyse de la série de données pour la Guinée.

QUI SOMMES-NOUS ?

De par ses nombreuses collaborations avec des organismes de R&D nationaux et régionaux ainsi qu'avec des institutions internationales, le programme sur les indicateurs relatifs aux sciences et technologies agricoles (ASTI) constitue une source exhaustive et fiable d'informations sur les systèmes R&D agricole du monde en développement. Il est géré par l'Institut international de recherches sur les politiques alimentaires (IFPRI), qui – en tant que membre du CGIAR – contribue à la lutte contre la faim, la malnutrition et la pauvreté dans le monde en élaborant des solutions politiques solidement étayées et durables. Relevant du ministère de l'Agriculture, l'Institut de recherche agronomique de Guinée (IRAG) est le principal organisme de R&D agricole de la Guinée. Il est placé sous la tutelle du Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage et ses recherches portent sur un vaste ensemble de thèmes qui englobe cultures, élevage, ressources naturelles, technologies post-récolte et ingénierie agricole.

Le programme ASTI/IFPRI et l'IRAG tiennent à remercier chaleureusement les organismes de R&D qui ont participé à l'exercice de collecte des données et contribué à l'élaboration de la présente fiche d'information. L'équipe ASTI remercie également la Fondation Bill et Melinda Gates pour les contributions généreuses dont elle appuie ses activités en Afrique subsaharienne. Rédigée en tant que produit du programme ASTI, cette fiche n'a pas été soumise à une évaluation par des pairs ; les points de vue exprimés sont ceux des auteurs : ils ne reflètent pas nécessairement les principes ou points de vue de l'IFPRI ou de l'IRAG.

Copyright © 2014 Institut international de recherches sur les politiques et Institut de recherche agronomique de Guinée. Nous autorisons la reproduction d'une ou de plusieurs sections de ce document sans demande de permission expresse, à condition que mention soit faite des auteurs (IFPRI et IRAG). Veuillez contacter l'IFPRI à l'adresse ifpircopyright@cgiar.org si vous souhaitez rééditer le texte intégral.

GESTION DES DONNÉES ASTI : MÉTHODES ET PROCÉDURES

- ▶ La plupart des **données sous-tendant cette fiche** ont été obtenues de première main par la tenue d'enquêtes ; d'autres ont été puisées à sources secondaires ou bien sont le fruit d'estimations.
- ▶ La **recherche agricole publique** englobe les recherches effectuées au sein d'organismes gouvernementaux et d'enseignement supérieur, de même que par des institutions à but non lucratif.
- ▶ Pour le calcul des données afférentes aux ressources humaines et financières, ASTI applique le concept **équivalent temps plein (ÉTP)** qui considère le pourcentage du temps de travail que les scientifiques consacrent aux activités de recherche, ce par rapport à leurs autres tâches.
- ▶ ASTI présente ses données financières en monnaie locale et en dollars dits « **parité de pouvoir d'achat** » (PPA), 2005 étant l'année de référence dans les deux cas. Les taux PPA reflètent mieux le pouvoir d'achat relatif des monnaies que ne le font les taux de change courants puisqu'ils comparent les prix d'un ensemble assez diversifié de biens et services échangés sur les marchés locaux – plutôt qu'internationaux.
- ▶ S'agissant du secteur de l'**enseignement supérieur**, l'équipe ASTI procède à des **estimations des dépenses** de recherche puisque celles-ci ne peuvent être séparées des autres dépenses.
- ▶ En raison de l'**arrondissement des nombres décimaux**, il peut arriver que la somme des pourcentages dépasse les 100 %.



Vous trouverez de plus amples détails sur la méthodologie ASTI sur la page web www.asti.cgiar.org/fr/methode-et-procedures. Une information complémentaire concernant la R&D agricole en Guinée est présentée à la page <http://www.asti.cgiar.org/fr/guinea>.

SIGLES ET ACRONYMES

CNSHB	Centre national des sciences halieutiques de Boussouira
CORAF	Conseil ouest et centre africain pour la recherche et le développement agricoles
ÉTP	Équivalent temps plein (chercheurs)
IPG	Institut Pasteur de Guinée
IRAG	Institut de recherche agronomique de Guinée
ISAV	Institut supérieur agronomique et vétérinaire Valéry Giscard d'Estaing de Faranah
NEPAD	Nouveau partenariat pour le développement de l'Afrique
PPA	Parité de pouvoir d'achat (taux d'échange)
PPAAO	Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest
UGANC	Université Gamal Abdel Nasser de Conakry